

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2004 — 1198

[C — 2004/200579]

21 JANVIER 2004. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif à la gestion administrative, budgétaire, financière et comptable du Musée royal de Mariemont en tant qu'établissement à gestion séparée

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 27 juin 1930 accordant la personnalité civile aux établissements scientifiques et artistiques dépendant du Ministère des Sciences et des Arts;

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, notamment l'article 140 mis en vigueur par l'arrêté royal du 9 février 1993;

Vu le décret du 3 juin 2003 érigeant le Musée royal de Mariemont en établissement à gestion séparée;

Vu l'arrêté royal du 24 juin 1931 fixant les attributions et la composition de la Commission administrative du Patrimoine des établissements scientifiques et artistiques dépendant du Ministère des Sciences et des Arts, tel qu'il a été modifié;

Vu l'arrêté royal du 6 août 1931 accordant la personnalité civile au Domaine de Mariemont;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 janvier 2004 instituant le Musée royal de Mariemont en établissement scientifique;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 18 septembre 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30 septembre 2003;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 29 septembre 2003;

Vu le protocole n° 299 du Comité de Secteur XVII conclu le 7 novembre 2003;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai de cinq jours ouvrables;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 30 décembre 2003, en application de l'article 84, § 1^{er}, al. 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Vu l'urgence, motivée par l'entrée en vigueur effective au 1^{er} janvier 2004, afin d'éviter de lourdes opérations comptables et budgétaires en cours d'année, telles la tenue de deux comptabilités distinctes et les redistributions au sein du programme 0 (« Musée royal de Mariemont ») de la Division organique 24;

Considérant qu'il s'impose d'assurer dans les meilleurs délais la nouvelle gestion budgétaire, financière et comptable du Musée royal de Mariemont érigé en Service à gestion séparée;

Sur la proposition du Ministre de la Culture;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 21 janvier 2004,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *De la gestion*

Article 1^{er}. Les organes de gestion du Musée royal de Mariemont en tant qu'établissement à gestion séparée sont le comité de gestion et l'ordonnateur.

CHAPITRE II. — *Du comité de gestion*

Art. 2. Le comité de gestion est chargé :

1° de donner son accord préalable sur toute dépense pour laquelle l'ordonnateur et le Président du comité de gestion n'ont pas délégation en vertu de l'article 16 du présent arrêté;

2° de donner son accord sur tout engagement de personnel en application de l'article 17 du présent arrêté;

3° d'approuver le compte d'exécution du budget;

4° de donner son avis sur l'achat d'objets de collection dont le montant dépasse € 67.000.

Art. 3. § 1^{er}. Le comité de gestion est composé :

avec voix délibérative :

1° des membres de la commission administrative du Patrimoine du Domaine de Mariemont;

2° du directeur scientifique;

3° du directeur général de la direction générale de la Culture du Ministère de la Communauté française;

avec voix consultative :

1° de l'Inspecteur des Finances;

2° de la personnalité scientifique externe au musée, président ou vice-président du Conseil scientifique, selon le cas.

§ 2. Le comité de gestion peut inviter toute personne à participer à ses travaux en raison de son expérience dans la ou les matières traitées. Dans ce cas, elle a voix consultative.

§ 3. La présidence est assurée par le directeur général de la direction générale de la Culture et la vice-présidence par le directeur du musée; un secrétaire peut accompagner les travaux du comité.

Art. 4. Le comité se réunit au moins une fois par an à l'initiative du président ou du vice-président. Il ne peut délibérer valablement que si la majorité de ses membres avec voix délibérative est présente. Le comité arrête son règlement d'ordre intérieur.

CHAPITRE III. — *Du budget*

Art. 5. Le Musée royal de Mariemont, ci-après dénommé « le Musée » bénéficie des crédits budgétaires nécessaires à sa gestion et à son fonctionnement, octroyés annuellement par la Communauté française, sous réserve de l'approbation du budget général de la Communauté française.

Son budget reprend l'ensemble de ses recettes et de ses dépenses.

Il est établi annuellement.

L'année budgétaire, ci-après dénommée « exercice », commence le 1^{er} janvier et prend fin le 31 décembre de la même année.

Art. 6. Le budget est divisé en deux sections :

- 1° les recettes;
- 2° les dépenses.

Art. 7. § 1^{er} Les estimations des recettes comprennent notamment :

- 1° le solde à reporter,
- 2° la dotation annuelle inscrite au budget de la Communauté française,
- 3° les recettes propres du Musée du fait de ses activités,
- 4° les dons et legs,
- 5° le sponsoring.

§ 2. Par crédits budgétaires, il faut entendre les crédits relatifs :

- aux frais de fonctionnement et d'aménagement de locaux,
- aux frais liés aux activités du Musée,
- à l'acquisition de biens durables,
- à l'acquisition d'objets de collection.

Art. 8. Le projet de budget du Musée est soumis à l'approbation du Ministre qui a la Politique muséale dans ses attributions, après avis de l'Inspection des Finances et est annexé au projet de décret contenant le budget général des dépenses de la Communauté française.

L'approbation du budget du Musée est acquise par le vote des dispositions qui le concernent dans le décret contenant le budget général des dépenses de la Communauté française.

Si l'approbation n'est pas acquise avant le début de l'exercice, il y aura lieu de se référer aux dispositions contenues dans le décret – présenté par le Gouvernement – ouvrant des crédits provisoires.

CHAPITRE IV. — *De la comptabilité et de la reddition des comptes*

Art. 9. Le Directeur du Musée est désigné en qualité d'ordonnateur de recettes et de dépenses.

Art. 10. Toute opération budgétaire ou de trésorerie est enregistrée dans un compte de comptable selon les dispositions prévues à l'article 73 de l'arrêté royal du 17 juillet 1991 portant coordination des lois sur la comptabilité de l'Etat.

Art. 11. § 1^{er}. Le comptable dresse à la fin de chaque exercice un compte de sa gestion.

Les pièces justificatives sont conservées sur place.

La Cour des Comptes pourra effectuer un contrôle sur place.

§ 2. Le comptable établit à la fin de chaque semestre un état des recettes et des dépenses. Cet état est transmis au Comité de gestion. Celui-ci peut demander des états intermédiaires supplémentaires.

§ 3. Un compte d'exécution du budget est dressé à la fin de chaque exercice dans la même forme que le budget.

Art. 12. Une comptabilité patrimoniale est tenue et un inventaire du patrimoine est tenu.

Cet inventaire tiendra compte des achats, dons et legs ainsi que du déclassement du mobilier et matériel obsolète. Ce déclassement sera effectué sur décision motivée du Directeur du Musée.

Un compte annuel de variation du patrimoine est établi. Cet inventaire fait apparaître pour chaque article :

- la situation au 1^{er} janvier,
- les variations enregistrées en cours d'année,
- la situation au 31 décembre.

Art. 13. § 1^{er}. Le Ministre qui a la Politique muséale dans ses attributions transmet les documents visés aux articles 11 et 12 au plus tard le 30 avril de l'année qui suit l'exercice au ministre qui a le budget dans ses attributions. Ce dernier transmet les documents à la Cour des comptes avant le 31 mai qui suit.

En cas de déficit et de cessation des fonctions du comptable, sont établis, sans délai, le compte du comptable, un état des recettes et des dépenses et un compte d'exécution du budget.

§ 2. Conformément à l'article 2 du présent arrêté, le compte d'exécution du budget est transmis au comité de gestion pour approbation, au plus tard le 1^{er} mars de l'année qui suit l'exercice. La décision du comité de gestion intervient avant le 30 avril de la même année.

CHAPITRE V. — *De la gestion comptable et financière*

Art. 14. Le montant des dépenses est limité par les montants des crédits approuvés et des recettes.

Art. 15. Les ordonnancements portent sur les sommes dues au cours de l'année budgétaire du chef d'obligations nées au cours de cette année budgétaire et d'obligations reportées d'années budgétaires antérieures.

Les engagements imputés sur les moyens budgétaires du Musée doivent être exécutés pour le 31 décembre de l'exercice suivant l'année au cours de laquelle ils ont été engagés.

Art. 16. § 1^{er}. Le budget est géré par l'ordonnateur qui est chargé de respecter les règles régissant l'engagement des dépenses des services d'administration de l'Etat et qui fait tenir à cette fin une comptabilité des engagements.

§ 2. L'ordonnateur est autorisé à ordonner des dépenses et à passer et faire exécuter des marchés publics de travaux, de fournitures et de services, conformément à l'arrêté du 9 février 1998 du Gouvernement de la Communauté française portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services du Gouvernement de la Communauté française – Ministère de la Communauté française.

Pour l'application de cet article, il est assimilé à un fonctionnaire de rang 15.

Les dépenses d'un montant supérieur sont soumises à l'accord préalable du Président du Comité de gestion, dans les limites des délégations octroyées à un fonctionnaire général de rang 16.

Art. 17. § 1^{er}. Dans les limites des recettes propres du Musée, le Directeur peut engager du personnel, avec accord préalable du comité de gestion, pour des tâches auxiliaires et spécifiques, dans les mêmes conditions que celles en vigueur au Ministère de la Communauté française.

§ 2. Après accord du comité de gestion, il peut, dans les mêmes limites, engager du personnel dans le cadre d'un plan de résorption du chômage.

Art. 18. § 1^{er}. Le solde de trésorerie disponible à la fin de l'exercice est automatiquement reporté à l'exercice suivant.

§ 2. Les moyens financiers disponibles à la fin d'un exercice peuvent être utilisés dès le début de l'exercice suivant.

Art. 19. Le comptable des recettes et des dépenses justiciable de la Cour des comptes est responsable, conformément à l'arrêté portant sa désignation des actes de sa gestion ainsi que du maniement et de la garde des valeurs dont il a la charge

Art. 20. Le comptable est nommé par le Gouvernement.

CHAPITRE VI. — *Du contrôle*

Art. 21. Les dépenses sont liquidées et payées directement par le comptable des recettes et dépenses du Musée.

Art. 22. Les règles du contrôle administratif et budgétaire auxquelles sont soumis les services d'administration générale de la Communauté française sont applicables au Musée.

Les organes du contrôle administratif et budgétaire peuvent se faire fournir, en tout temps, toutes les pièces justificatives, tous les états, renseignements ou éclaircissements relatifs aux recettes, dépenses, avoirs et dettes et effectuer sur place le contrôle des comptabilités.

CHAPITRE VII. — *Dispositions finales*

Art. 23. En dérogation à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 24 juin 1931, la Commission du Patrimoine du Domaine de Mariemont est composée comme suit :

- le directeur du Musée royal de Mariemont;
- un représentant de la Communauté française désigné par le Secrétaire général du Ministère de la Communauté française;
- trois membres choisis par le Ministre qui a la Politique muséale dans ses attributions parmi les mécènes s'intéressant au Musée royal de Mariemont.

Art. 24. Sont abrogées les dispositions de l'article 2 de l'arrêté royal du 6 août 1931 et, en ce qui concerne le Domaine de Mariemont, celles des arrêtés royaux des 21 mai 1955.

Art. 25. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2004.

Art. 26. Le Ministre qui a la Politique muséale dans ses attributions et le Ministre qui a le Budget dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 21 janvier 2004.

Par le Gouvernement de la Communauté française :
Le Ministre de la Culture et de la Fonction publique,
C. DUPONT

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2004 — 1198

[C — 2004/200579]

21 JANUARI 2004. — **Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende het administratief, budgettair, financieel en boekhoudkundig beheer van het Koninklijk Museum Mariemont als instelling met afzonderlijk beheer**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 27 juni 1930 waarbij de rechtspersoonlijkheid wordt verleend aan de wetenschappelijke en kunstinstellingen welke van het Ministerie van Kunsten en Wetenschappen afhangen;

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, inzonderheid op artikel 140, in werking gesteld door het koninklijk besluit van 9 februari 1993;

Gelet op het decreet van 12 juni 2003 tot oprichting van het Koninklijk Museum Mariemont als instelling met afzonderlijk beheer;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 juni 1931 tot vaststelling van de bevoegdheden en de samenstelling van de Administratieve Commissie voor het Patrimonium van de wetenschappelijke en kunstinstellingen welke van het Ministerie van Kunsten en Wetenschappen afhangen, zoals gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 6 augustus 1931 waarbij rechtspersoonlijkheid wordt verleend aan het Domein van Mariemont;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 januari 2004 waarbij het Koninklijk Museum Mariemont erkend wordt als wetenschappelijke instelling;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van 18 september 2003;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 30 september 2003;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken van 29 september 2003;

Gelet op het protocol nr. 299 van het Sectorcomité XVII, gesloten op 7 november 2003;

Gelet op de beraadslaging van de Regering over het verzoek aan de Raad van State om advies te geven binnen een termijn van vijf werkdagen;

Gelet op het advies van de Raad van State gegeven op 30 december 2003, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door de effectieve inwerkingtreding op 1 januari 2004, om zware boekhoudkundige en budgettaire verrichtingen tijdens het jaar te vermijden, zoals het bijhouden van twee afzonderlijke boekhoudingen en de herverdelingen binnen het programma 0 (Koninklijk Museum Mariemont) van de organisatie-afdeling 24;

Overwegende dat het nieuwe budgettaire, financieel en boekhoudkundig beheer van het Koninklijk Museum Mariemont, opgericht als Dienst met afzonderlijk beheer, onverwijld moet kunnen worden uitgevoerd;

Op de voordracht van de Minister van Cultuur;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 januari 2004,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Het beheer*

Artikel 1. De beheersorganen van het Koninklijk Museum Mariemont, opgericht als instelling met afzonderlijk beheer, zijn het beheerscomité en de ordonnateur.

HOOFDSTUK II. — *Het beheerscomité*

Art. 2. Het beheerscomité is belast met :

1° het verlenen van zijn voorafgaandelijke toestemming over elke uitgave waarvoor de ordonnateur en de Voorzitter van het beheerscomité geen delegatie hebben krachtens artikel 16 van dit besluit;

2° het verlenen van zijn toestemming over elke aanwerving van het personeel met toepassing van artikel 17 van dit besluit;

3° de goedkeuring van de rekening van uitvoering van de begroting;

4° het verlenen van zijn advies over de aankoop van collectievoorwerpen waarvan het bedrag € 67.000 overschrijdt.

Art. 3. § 1. Het beheerscomité is samengesteld uit :

als stemgerechtigd :

1° de leden van de administratieve commissie voor het Patrimonium van het Domein Mariemont;

2° de wetenschappelijk directeur;

3° de directeur-generaal van de algemene directie Cultuur van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

met raadgevende stem van :

1° de Inspecteur van Financiën;

2° de wetenschappelijke persoonlijkheid die niet tot het museum behoort, voorzitter of ondervoorzitter van de Wetenschappelijke raad, naargelang het geval.

§ 2. Het beheerscomité kan elke persoon verzoeken om deel te nemen aan zijn werkzaamheden wegens zijn ervaring in de behandelde materie(s). In dit geval heeft die raadgevende stem.

§ 3. Het voorzitterschap wordt waargenomen door de directeur-generaal van de algemene directie voor Cultuur en het ondervoorzitterschap door de directeur van het museum; een secretaris kan de werkzaamheden van het comité begeleiden.

Art. 4. Het comité vergadert minstens één keer per jaar, op initiatief van de voorzitter of de ondervoorzitter. Het kan slechts geldig beraadslagen en beslissen als de meerderheid van zijn stemgerechtigde leden aanwezig is. Het comité stelt zijn huishoudelijk reglement vast.

HOOFDSTUK III. — *De begroting*

Art. 5. Het Koninklijk Museum Mariemont, hierna genoemd « het Museum », ontvangt begrotingskredieten die nodig zijn voor zijn beheer en zijn werking, en die jaarlijks door de Franse Gemeenschap worden toegekend onder voorbehoud van de goedkeuring van de algemene begroting van de Franse Gemeenschap.

Zijn begroting bestaat uit het geheel van zijn ontvangsten en zijn uitgaven.

Zij wordt jaarlijks opgemaakt.

Het begrotingsjaar, hierna genoemd « boekjaar », begint op 1 januari en eindigt op 31 december van hetzelfde jaar.

Art. 6. De begroting wordt ingedeeld in twee afdelingen :

1° de ontvangsten;

2° de uitgaven.

Art. 7. § 1. De ramingen van de ontvangsten omvatten inzonderheid :

1° het over te dragen saldo,

2° de jaarlijkse dotatie ingeschreven op de begroting van de Franse Gemeenschap,

3° de ontvangsten eigen aan het Museum omwille van zijn activiteiten,

4° de schenkingen en legaten,

5° de sponsoring.

§ 2. Onder begrotingskredieten worden verstaan de kredieten betreffende :

— de werkingskosten en de inrichtingskosten voor de lokalen,

— de kosten in verband met de activiteiten van het Museum,

— de aanschaffing van duurzame goederen,

— de aanschaffing van collectievoorwerpen.

Art. 8. Het ontwerp van begroting van het Museum wordt ter goedkeuring van de Minister voorgelegd die bevoegd is voor het Museumbeleid, na advies van de Inspectie van Financiën, en wordt gevoegd bij het ontwerp van decreet houdende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap.

De begroting van het Museum wordt goedgekeurd door de aanneming van de bepalingen in verband daarmee in het decreet houdende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap.

Wordt de goedkeuring voor het begin van het boekjaar niet verleend, dan valt er te verwijzen naar de bepalingen van het decreet – voorgesteld door de Regering – waarbij voorlopige kredieten worden geopend.

HOOFDSTUK IV. — *De boekhouding en de aflegging van de rekeningen*

Art. 9. De Directeur van het Museum wordt aangesteld tot ordonnateur van ontvangsten en uitgaven.

Art. 10. Elke begrotings- of thesaurieverrichting wordt geboekt op de rekening van een rekenplichtige overeenkomstig de bepalingen van artikel 73 van het koninklijk besluit van 17 juli 1991 houdende coördinatie van de wetten op de Rijkscomptabiliteit.

Art. 11. § 1. De rekenplichtige maakt op het einde van elk boekjaar een beheersrekening op.

De verantwoordingsstukken worden ter plaatse bewaard.

Het Rekenhof zal een controle ter plaatse kunnen uitoefenen.

§ 2. De rekenplichtige maakt op het einde van elk semester een staat van ontvangsten en uitgaven op. Deze staat wordt aan het Beheerscomité overgebracht. Dit Comité kan bijkomende tussenstaten aanvragen.

§ 3. Een rekening van uitvoering van de begroting wordt opgemaakt op het einde van elk boekjaar in dezelfde vorm als de begroting.

Art. 12. Er wordt een vermogenscomptabiliteit gevoerd en een inventaris van het patrimonium opgemaakt.

Deze inventaris zal rekening houden met de aanschaffingen, schenkingen en legaten alsook van de declassering van het obsoleete meubilair en materiaal. Deze declassering zal worden uitgevoerd op gemotiveerde beslissing van de Directeur van het Museum.

Er wordt een jaarrekening van vermogenswijziging opgemaakt. Deze inventaris vermeldt voor elk artikel :

- de toestand op 1 januari,
- de wijzigingen geboekt tijdens het jaar,
- de toestand op 31 december.

Art. 13. § 1. De Minister die bevoegd is voor het Museumbeleid, brengt uiterlijk op 30 april van het jaar volgend op het boekjaar, de documenten bedoeld in de artikelen 11 en 12 over aan de Minister die bevoegd is voor de Begroting. Deze zal de documenten aan het Rekenhof voorleggen vóór 31 mei van dat jaar.

In geval van tekort en stopzetting van functie van de rekenplichtige worden onverwijld de rekening van de rekenplichtige, de staat van ontvangsten en uitgaven en een rekening van uitvoering van de begroting opgemaakt.

§ 2. Overeenkomstig artikel 2 van dit besluit, wordt de rekening van uitvoering van begroting uiterlijk op 1 maart van het jaar volgend op het boekjaar ter goedkeuring aan het beheerscomité voorgelegd. Het beheerscomité neemt een beslissing vóór 30 april van hetzelfde jaar.

HOOFDSTUK V. — *De boekhoudkundig en het financieel beheer*

Art. 14. Het bedrag van de uitgaven wordt beperkt door de bedragen van de goedgekeurde kredieten en de ontvangsten.

Art. 15. De ordonnanceringen hebben betrekking op de bedragen verschuldigd gedurende het begrotingjaar voor verbintenissen die werden aangegaan gedurende dat begrotingsjaar en verbintenissen die van vorige begrotingsjaren overgedragen werden.

De vastleggingen aangerekend op de begrotingsmiddelen van het Museum zullen moeten worden uitgevoerd voor 31 december van het boekjaar volgend op het jaar van de vastlegging.

Art. 16. § 1. De begroting wordt beheerd door de ordonnateur die belast is met de inachtneming van de regels voor de vastlegging van de uitgaven van de diensten van bestuur van de Staat en die daartoe een boekhouding van vastleggingen doet bijhouden.

§ 2. De ordonnateur wordt ertoe gemachtigd de uitgaven te ordonnanceren en overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten te gunnen en uit te voeren, overeenkomstig het besluit van 9 februari 1998 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende bevoegdheids- en ondertekeningsdelegatie aan de ambtenaren-generaal en aan sommige andere ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap - Ministerie van de Franse Gemeenschap.

Voor de toepassing van dit artikel wordt hij gelijkgesteld met een ambtenaar van rang 15.

De uitgaven van een hoger bedrag worden voorafgaandelijk voor toestemming aan de Voorzitter van het Beheerscomité voorgelegd en dit, binnen de perken van de delegaties verleend aan een ambtenaar-generaal van rang 16.

Art. 17. § 1. Binnen de perken van de eigen ontvangsten van het Museum kan de Directeur personeel aanwerven, met de voorafgaandelijke toestemming van het beheerscomité, voor bijkomende en specifieke opdrachten, onder dezelfde voorwaarden als deze die van kracht zijn bij het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

§ 2. Na toestemming van het beheerscomité kan hij, binnen dezelfde perken, personeel aanwerven in het kader van een programma voor werkloosheidsbestrijding.

Art. 18. § 1. Het op het einde van het boekjaar beschikbare thesauriesaldo wordt automatisch naar het volgende boekjaar overgedragen.

§ 2. De op het einde van een boekjaar beschikbare financiële middelen kunnen worden aangewend vanaf het begin van het daaropvolgende boekjaar.

Art. 19. De rekenplichtige van ontvangsten en uitgaven onderworpen aan de rechtsmacht van het Rekenhof is verantwoordelijk, overeenkomstig het besluit houdende zijn aanstelling, voor de handelingen van zijn beheer alsook voor de behandeling en de bewaring van de gelden waarvoor hij bevoegd is.

Art. 20. De rekenplichtige wordt door de Regering benoemd.

HOOFDSTUK VI. — *De controle*

Art. 21. De uitgaven worden onmiddellijk vereffend en uitbetaald door de rekenplichtige van ontvangsten en uitgaven van het Museum.

Art. 22. De regels voor de administratieve en begrotingscontrole op de diensten van algemeen bestuur van de Franse Gemeenschap zijn van toepassing op het Museum.

De organen van de administratieve en begrotingscontrole mogen op elk ogenblik alle verantwoordingsstukken, staten, inlichtingen of verduidelijkingen vragen met betrekking tot de ontvangsten, uitgaven, bezittingen en schulden en mogen ter plaatse de boekhouding controleren.

HOOFDSTUK VII. — *Slotbepalingen*

Art. 23. In afwijking van artikel 1 van het koninklijk besluit van 24 juni 1931, is de Commissie voor het Patrimonium van het Domein Mariemont samengesteld als volgt :

- de directeur van het Koninklijk Museum Mariemont;
- een vertegenwoordiger van de Franse Gemeenschap aangesteld door de Secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;
- drie leden gekozen door de Minister die bevoegd is voor het Museumbeleid onder de mecenasen die belang stellen voor het Koninklijk Museum Mariemont.

Art. 24. Opgeheven worden, de bepalingen van artikel 2 van het koninklijk besluit van 6 augustus 1931 en, wat het Domein Mariemont betreft, die van de koninklijke besluiten van 21 mei 1955.

Art. 25. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2004.

Art. 26. De Minister die bevoegd is voor het Museumbeleid en de Minister die bevoegd is voor de Begroting worden, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 21 januari 2004.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Cultuur en Ambtenarenzaken,
C. DUPONT

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 1199

[2004/200892]

22 JANVIER 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 novembre 1987 fixant les conditions d'agrément et de subventionnement des centres de télé-accueil destinés aux personnes en état de crise psychologique

Le Gouvernement wallon,

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 novembre 1987 fixant les conditions d'agrément et de subventionnement des centres de télé-accueil destinés aux personnes en état de crise psychologique;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 20 janvier 2004;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 janvier 2004;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence spécialement motivée par le fait que des moyens supplémentaires ont été prévus au budget 2004 de la Région wallonne afin de rencontrer les demandes des centres de télé-accueil; que pour permettre à ces centres de fonctionner de manière efficace, il est impératif que ces moyens financiers supplémentaires leur soient octroyés le plus rapidement possible; et qu'il convient également d'assouplir les conditions d'engagement du personnel de ces centres afin de leur permettre de recruter rapidement des membres compétents;

Sur la proposition du Ministre des Affaires sociales et de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 2 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 novembre 1987 fixant les conditions d'agrément et de subventionnement des centres de télé-accueil destinés aux personnes en état de crise psychologique :

1^o le point 1^o est remplacé par la disposition suivante :

"garantir à toute personne appelant en état de difficulté psychologique, une écoute attentive, une réponse et, le cas échéant, une orientation qui répondent le mieux à la situation ou aux difficultés qui ont motivé l'appel";

2^o au point 6^o, le mot "journal" est remplacé par le mot "fichier";

3^o le point 7^o est remplacé par la disposition suivante :

"être accessible par téléphone vingt-quatre heures sur vingt-quatre, tous les jours de l'année, l'adresse du centre n'étant pas communiquée au public. Le service peut éventuellement être élargi à d'autres dispositifs liés aux évolutions technologiques";

4^o le point 9^o est supprimé;

5^o au point 10^o, les mots "Communauté française" sont remplacés par les mots "Région wallonne".